Sud TRAVAIL
AFFAIRES
SOCIALES

12, bd de Bonne Nouvelle 75010 PARIS
tel : 01 44 79 31 65, 69 Fax : 01 44 79 31 72
site internet : www.sud-travail-affaires-sociales.org
site intranet: www.intracom.travail.gouv.fr
syndicat.sud1@sud.travail.gouv.fr

Carrière des catégories C

Au 1er octobre 2008, le montant du point indiciaire fonction publique est de 4,57063€.
En début de carrière, le salaire mensuel d'un agent de catégorie C est de 290 points X 4,57063 soit 1325 € net soit 15900 € pour l'année sans les primes. Cet indice est continuellement réévalué du fait qu'il passe souvent en dessous du SMIC.

Les directeurs ont obtenu une prime annuelle de fonction variant entre 13 720 € et 21 350 € selon la taille de leur direction. 13 720 € correspond à un an et 21 350 € correspond à 19 mois de traitement brut hors primes d'un agent de catégorie C en début de carrière.

Les inspecteurs ont obtenu une prime de technicité d'un montant annuel de près de 2300 €

Les contrôleurs, moins bien servis, ont eu aussi leur prime de technicité d'un montant annuel de 1220 € environ.

"Les petits doivent peiner pour ne pas obtenir grand chose. Les petits, à leur juste place, en bas".

La carrière des catégories C est très compliquée et plein d'obstacles avec un corps à 4 grades.

Personne n'y comprend rien et particulièrement la hiérarchie. Très compliquée en fait pour cacher une carrière indigente et misérable.

Disons aussi que les adjoints administratifs, quelque soit leur grade, ont les mêmes fonctions ou des fonctions équivalentes, indifféremment. Mais elles (le féminin l'emporte sur le masculin puisqu'elles sont C sont à 93% des femmes) n'ont pas les mêmes carrières.

Il faut 28 ans minimum de l'indice 290 jusqu'à l'indice 430 pour les "meilleurs" avec 3 ou 4 promotions au choix, soit 140 points.

Un inspecteur du travail en 12 ans gagne près de 200 points sans obstacle à l'ancienneté.

L'objectif de l'administration est double:

- maintenir la grande majorité des C en bas, souvent dans des tâches sans intérêts ou au contraire des tâches de B (effet d'aubaine pour l'administration que celui de payer peu)
- et faire croire que les meilleurs seront reconnus et promus... en mettant en place, de fausses promotions dans la catégorie C. Les femmes et ce n'est pas un hasard, sont 93% des agents en C et quasiment absente dans les hauts grades.

Une carrière de misère

Tout d'abord, il ne faut pas confondre un corps et un grade :

Dans un **corps** (adjoint administratif, contrôleur du travail, inspecteur du travail...), il y a plusieurs **grades** (ou **classes**).

En catégorie C, il y a 4 grades correspondant à 4 échelles indiciaires:

Echelle 3 de l'indice majoré 290 à 355 pour les adjoints administratifs 2^e classe

Echelle 4 de l'indice majoré 291 à 369 pour les adjoints administratifs 1^{ère} classe

Echelle 5 de l'indice majoré 292 à 392 pour les adjoints administratifs principaux 2^{ème} classe.

Echelle 6 de l'indice majoré 325 à 430 pour les adjoints administratifs principaux 1^{ère} classe.

Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Durée moyenne	1a	2a	2a	2a	3a	3a	3a	4a	4a	4a	-
Durée minimale	1a	1a 6m	1a 6m	1a 6m	2a	2a	2a	3a	3a	3a	-
Ancienneté cumulée		1a	3a	5a	7a	10a	13a	16a	20a	24a	28a
Echelle 3 brut	297	298	299	303	310	318	328	337	348	364	388
Echelle 3 majoré.	290	291	292	295	300	305	312	319	326	338	355
Echelle 4 brut	298	299	303	310	323	333	347	360	374	389	413
Echelle 4 majoré	291	292	295	300	308	316	325	335	345	356	369
Echelle 5 brut	299	302	307	322	336	351	364	380	398	427	446
Echelle 5 majoré	292	294	298	308	318	328	338	350	362	379	392
Echelle 6 brut	347	362	377	396	424	449	479	499	379	396	427
Echelle 6 majoré	325	336	347	360	377	394	416	430 exce pt			

A = an ; m = mois

Dans chaque échelle indiciaire, il y a 11 échelons qui se gravissent péniblement en 28 ans.

« La pente est douce et la carrière est nulle ».

Les C ont une toute petite carrière. Ils gagnent peu de points, certains moins que d'autres, de l'indice 290 à 430 soit en toute une carrière 140 points gravis péniblement en un minimum de 28 ans, et encore si l'agent arrive tout en haut mais généralement peu arrivent tout en haut, car l'avancement est très restrictif.

Avancement automatique d'échelon

Il faut remarquer immédiatement que les changements d'échelon ne donnent que peu de points et qu'il faut rester plusieurs années au même indice avant de gagner, de nouveau, quelques points supplémentaires. Les échelons sont des sauts de puce (2, 3, 4 ou 5 points tous les deux trois quatre ans en début de carrière.) puis 7 ou 8 points.

Pour se faire une idée : un inspecteur du travail gagne 49 points d'indice quand il passe du 7^{ème} échelon au 8^{ème} échelon, soit environ 224 €.

Ensuite la carrière des adjoints est un peu moins pire : au bout de 10 ans, l'adjoint administratif gagne 1500 euros sans les primes au bout de... 16 ans en échelle 4.

Les agents les mieux notés ont des accélérations d'échelon ; un agent très bien noté peut gagner 3 mois par an. Sur un échelon de 4 ans, un agent peut gagner 4 fois 3mois et donc rester 3ans et non 4 ans dans l'échelon, ce qui accélère la carrière. C'est ce qu'on appelle les **réductions d'ancienneté d'échelon**.

Avec beaucoup de chance, les agents peuvent être promus au choix, après avis de la CAP, dans le grade supérieur : Le reclassement se fait dans l'échelle indiciaire supérieure au même échelon.

Tableau d'avancement au Grade d'Adjoint Administratif de 1^{er} classe

Les Adjoints Administratifs de 2^{ème} classe ayant atteint le 4^{ème} échelon et comptant au moins 3 ans de services effectifs dans leur grade peuvent être promus en adjoint 1^{ère} classe.

25 % des promouvables sont promus par an (reclassement au même échelon).

Tableau d'avancement au grade d'Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe

Les adjoints administratifs de 1^{ère} classe ayant atteint le 5^{ème} échelon et comptant au moins 6 ans de services effectifs dans leur grade peuvent être promus AAP de 2^{ème} classe.

10 % des promouvables sont promus par an (reclassement au même échelon).

Tableau d'avancement au grade d'adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe

- Jusqu'au 31.12.2008, Les adjoints administratifs principaux de 2^{ème} classe ayant deux ans d'ancienneté dans le 7^{ème} échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans leur grade peuvent être promus AAP de 1^{ère} classe.

- Après le 31.12.2008, Les adjoints administratifs principaux de 2^{ème} classe ayant deux ans d'ancienneté dans le 6^{ème} échelon et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans leur grade peuvent être promus AAP de 1^{ère} classe.

10 % des promouvables sont promus par an (Reclassement au même échelon).

Pour atteindre l'indice terminal de C soit 393:

- l'adjoint administratif a deux obstacles: La hiérarchie doit le proposer à deux ou trois reprises à plusieurs années d'intervalle: promotion en adjoint principal 2^{ème} puis adjoint principal 1^{ère}
- l'agent administratif a 4 obstacles pour les promotions au choix
 - promotion en agent adm. 1^{ère}
 - puis adjoint (changement de corps)
 - puis adjoint principal 2^{ème}
 - puis principal 1^{ère}. Pas moins.

Cependant il y a une restriction importante:

- 25% des agents administratifs seulement peuvent être dans le grade supérieur en agent administratif 1^{ère} classe
- et 75% dans le grade inférieur d'agent 2^{ème} classe.

Les agents dans le grade supérieur bloquent toute promotion dès lors que le pourcentage est atteint.

Par exemple: il y a 500 agents dans le corps d'agent administratif, cela veut dire que 125 agents peuvent être en 1^{ère} classe. Tant que des agents du grade supérieur ne sont pas promus, démissionnaires, mis à la retraite ou décédés, il ne peut y avoir de promotion dans ce grade supérieur.

Le corps des adjoints administratifs comprend trois grades :

- adjoint administratif (60% des effectifs)
- adjoint administratif principal 2^{ème} classe (25% des effectifs)
- adjoint administratif principal 1^{ère} classe (15% des effectifs)

Donc pour être promu, il faut des postes vacants (et non gelés) dans le grade supérieur.

Plus l'administration promeut des jeunes dans le grade supérieur, plus ils bloqueront longtemps le poste, et empêcheront les promotions des agents administratifs 2^{ème} classe.

Plus on promeut des anciens, plus ils partiront vite en retraite et libéreront le poste pour que des collègues plus jeunes soient promus à leur tour.

On voit donc bien que «la carrière» est dérisoire en terme indiciaire, en sauts de puce, et que c'est une course d'obstacles successifs.

La promotion par le concours interne ou externe en catégorie B.

Pour l'accès aux deux corps, par concours externe, il n'y a plus l'exigence de diplôme.

Une solution peut être de passer et de réussir le concours d'adjoint ou de contrôleur du travail. Il faut du courage et du temps pour préparer ce type d'épreuves. Les femmes avec enfants ont moins de chances car moins de temps que les hommes ou les femmes sans enfant.

La vraie promotion serait de passer en catégorie B. Sur ce point là aussi, les choses ne sont pas roses.

En effet, il y a désormais deux corps de B: les secrétaires administratifs (niveau bac) et les contrôleurs CII (Bac +2 ans). Mais ces promotions sont très réduites en nombre.

I) Promotion en contrôleur du travail

Le décret 2003-870 du 11 septembre 2003 sur les contrôleurs du travail a bouleversé le recrutement des C. La promotion « naturelle » des adjoints en contrôleur est presque arrêtée.

Chapitre II : Recrutement

Article 4

Modifié par Décret 2003-870

Les contrôleurs du travail sont recrutés :

1° Par voie de concours externe et interne sur épreuves dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessous ;

2° **Par voie d'examen professionnel**, dans la limite du cinquième des nominations prononcées au titre du présent article, ouvert aux agents et adjoints administratifs des ministères chargés respectivement du travail, de l'agriculture et des transports. Les candidats doivent justifier d'au moins quinze ans de services publics au 1er janvier de l'année d'ouverture de l'examen, dont au moins trois dans un service déconcentré d'un des ministères susmentionnés.

La promotion au choix après passage en CAP, des C en contrôleur du travail n'existe plus. Il y a un examen professionnel dans la limite du cinquième des nominations des concours externe et interne. Exemple: 60 recrutés en contrôleur = 12 promotions pour environ 3500 agents et adjoints administratifs...

Tous les C des transports et de l'agriculture pourront passer l'examen professionnel, alors qu'auparavant il fallait avoir été dans un service d'inspection du travail pour ce qui concerne les transports et l'agriculture.

Les épreuves (épreuves écrites et une épreuve orale) de l'examen professionnel sont déterminés par l'arrêté du 1^{er} octobre 2004.

L'examen professionnel favorisera les diplômés, et les hommes pour au moins trois raisons:

- Les jurys sont machistes à l'oral
- Les femmes avec enfant(s) n'ont pas le même temps disponible pour préparer l'examen professionnel... (et oui, l'égalité entre les hommes et les femmes dans les activités domestiques n'est malheureusement pas encore d'actualité !!).
- Sans compter l'obstacle que constitue l'exil de la formation initiale aux 4 coins de la France (Nancy, Marseille Bordeaux...) pendant de nombreuses semaines. Qui va s'occuper des enfants pendant ce temps là et avec quel argent ?

II) Promotion en secrétaire administratif

a) Pour les adjoints d'administration centrale et des services déconcentrés sanitaires et sociaux

- Par concours externe pour les agents de catégorie C qui ont le bac
- Par concours interne pour les C qui ont 4 ans d'ancienneté de services publics
- Par la Cap au choix pour les agents qui ont 9 ans d'ancienneté de services publics

Recrutement (Décret no 94-1017 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues)

Article 4

Les membres des corps visés à l'article 1er du présent décret sont recrutés:

1o Par voie de concours externe et interne sur épreuves qui peuvent être communs à plusieurs corps dans les conditions prévues à l'article 5 ci-dessous;

2o Au choix, dans la limite du cinquième des nominations prononcées en application du présent article, parmi les fonctionnaires de catégorie C ou de même niveau de l'administration concernée justifiant d'au moins neuf années de services publics.

Les recrutements visés au 2o ci-dessus peuvent cependant pour certains corps, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, avoir lieu par voie d'examen professionnel.

Article 5

I. - Le concours externe est ouvert:

a) Aux candidats titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme homologué au niveau IV en application des dispositions du décret no 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique.

Les candidats ne possédant pas un des diplômes requis mais pouvant justifier d'une formation équivalente peuvent déposer une demande spéciale de dérogation auprès d'une commission qui statue au vu de leur dossier sur leur capacité à concourir.

Cette commission est composée:

- du directeur général de l'administration et de la fonction publique ou de son représentant, président;
- du directeur des enseignements supérieurs relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou de son représentant;
- d'un directeur d'administration centrale nommé par arrêté du Premier ministre ou de son représentant;

b) Aux candidats titulaires d'un diplôme délivré dans un des Etats membres de la Communauté européenne et assimilé au baccalauréat.

II. - Le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et agents publics de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonctions dans une organisation internationale intergouvernementale à la date de clôture des inscriptions, comptant au moins quatre ans de services publics au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est organisé le concours.

Le nombre de places offertes au concours externe et au concours interne est fixé par décision du ministre dont relève le corps de fonctionnaires. En aucun cas, le nombre de places offertes à l'un des concours ne peut être inférieur à 40 p. 100 du nombre total des places offertes aux deux concours. Les emplois mis aux concours qui n'auraient pas été pourvus par la nomination des candidats à l'un des concours peuvent être attribués à l'autre concours. Ce report ne peut avoir pour conséquence que le nombre des emplois offerts à l'un des concours soit supérieur aux deux tiers du nombre total de places offertes aux deux concours.

Le nombre de candidats inscrits sur la liste complémentaire prévue à l'article 20 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ne peut excéder le nombre d'emplois ouverts pour chacun des concours.

Article 6

Dans le cas de concours communs à plusieurs corps, les candidats choisissent, par ordre de préférence, les corps dans lesquels ils souhaitent être nommés. Les nominations sont prononcées en fonction de l'ordre de classement et des préférences des intéressés.

Article 7

Les candidats reçus aux concours interne et externe sont nommés fonctionnaires stagiaires et accomplissent un stage d'une durée d'une année au cours duquel ils peuvent recevoir une formation particulière.

Pendant la durée du stage ceux qui n'avaient pas la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire perçoivent la rémunération afférente au premier échelon du grade de début du corps, et ceux qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire sont rémunérés dans les conditions fixées au chapitre II du décret du 18 novembre 1994 susvisé.

L'organisation de la période de stage est fixée par arrêté du ministre dont relève le corps de fonctionnaires.

Les nominations sont prononcées par le ministre dont relève le corps des fonctionnaires.

A l'issue du stage, les stagiaires dont les services ont donné satisfaction sont titularisés.

Les stagiaires qui n'ont pas été titularisés à l'issue du stage peuvent être autorisés à accomplir un stage complémentaire d'une durée maximale d'un an.

Les stagiaires qui n'ont pas été autorisés à effectuer un stage complémentaire ou dont le stage complémentaire n'a pas donné satisfaction sont soit licenciés s'ils n'avaient pas préalablement la qualité de fonctionnaire, soit réintégrés dans leur corps d'origine.

La durée du stage est prise en compte pour l'avancement dans la limite d'une année.

Les personnels recrutés en application du 2o de l'article 4 ci-dessus sont titularisés dès leur nomination.

Les C peuvent être promus au choix en secrétaire administratif (article 4 2°) selon la règle du 1/5è.

Exemple: Si 120 personnes sont recrutées comme secrétaire administratif, cela a pour conséquence la possibilité de promouvoir au choix 20 C en secrétaire administratif... pour environ 7000 C promouvables. Dérisoire donc ce nombre de promotion en secrétaire administratif.

b) Pour les seuls adjoints des services déconcentrés travail emploi form pro (puisque les épreuves seront orientés sur le travail et l'emploi (voir annexe 1)

Extraits du Décret n° 2007-1448 du 8 octobre 2007 relatif à la fusion des corps des secrétaires administratifs d'administration centrale et des secrétaires administratifs des affaires sanitaires et sociales, à la création du corps des secrétaires administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et à l'intégration des fonctionnaires appartenant à ce corps dans celui des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales

Il y a la création du corps des secrétaires administratifs communs entre l'administration centrale et les deux services déconcentrés (Travail emploi Form pro et affaires sanitaires et sociales)

Article 1

Il est créé un corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales régi par les dispositions des décrets n°s 94-1016 et 94-1017 du 18 novembre 1994 susvisés et celles du présent chapitre.

Provisoirement il est créé un corps de SA des services déconcentrés du travail emploi et form pro, dans lequel il n'y a pas de recrutement...

Article 10

Il est créé un corps des secrétaires administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle régi par les dispositions des décrets no 94-1016 et no 94-1017 du 18 novembre 1994 susvisés et celles du présent chapitre.

Il n'est procédé à aucun recrutement dans ce corps des secrétaires administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en dehors de ceux prévus à l'article 14.

... Rentrent dans ce nouveau corps des adjoints administratifs ayant plus de 8 ans de services publics qui auront passé un examen professionnel et des adjoints qui seront promus au choix dans la mesure où ils auront au moins 12 ans de services publics ; Le nombre de ces promotions par liste d'aptitude sera de 1/9 ème. (Si 180 postes à l'examen professionnel, il y aura 20 promus au choix). Tous ces promus ou recrutés seront titularisés immédiatement et non pas stagiaires pendant un an.

Article 14

Au titre de la constitution initiale du corps des secrétaires administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et par dérogation aux articles 4 et 6 du décret no 94-1017 du 18 novembre 1994 susvisé, les secrétaires administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont recrutés par la voie d'un examen professionnel ouvert aux membres du corps des adjoints administratifs des ministères chargés des affaires sociales justifiant au 1er janvier de l'année au titre de laquelle l'examen est organisé de huit ans de services publics effectifs.

Des nominations peuvent également intervenir, au choix, après inscription sur une liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire du corps des secrétaires administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, parmi les membres du corps des adjoints administratifs des ministères chargés des affaires sociales justifiant de douze ans de services publics effectifs au 1er janvier de l'année au titre de laquelle cette liste est établie.

Le nombre maximal de recrutements par voie d'inscription sur la liste d'aptitude ne peut excéder un neuvième de l'ensemble des recrutements prévus au présent article.

Les fonctionnaires recrutés en application des dispositions du présent article sont titularisés dans le corps d'intégration dès leur nomination

Après ce recrutement, tous ces SA seront versés dans le corps des secrétaires administratifs relevant des ministères chargés des affaires sociales, nouveau corps comprenant environ 3500 agents.

Article 17

A compter du 1er octobre 2009, les agents nommés dans le corps des secrétaires administratifs des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont intégrés et classés dans le corps des secrétaires administratifs relevant des ministères chargés des affaires sociales, à identité de grade et d'échelon, avec conservation de l'ancienneté d'échelon acquise.

Conclusions sur le nouveau corps de secrétaires administratifs

Quelques adjoints administratifs (500 sur 9000) auront la chance d'être promus secrétaire administratif et encore moins d'adjoints pourront devenir contrôleur du travail.

Par contre, nous savons déjà que les SA et contrôleurs cohabiteront dans les mêmes services et effectueront les mêmes tâches, excepté dans les services de contrôle de l'inspection du travail.

Bonjour l'ambiance !

Et il y aura a priori des montants de primes différents entre SA et CT.

De même entre les SA de l'administration centrale Santé, les SA de l'administration centrale Travail, les SA des affaires sanitaires et sociales et les SA du secteur TEF, il y aura 4 montants différents et des systèmes d'attribution différents : bonjour le bordel juridique !

Les SA seront dans un corps interministériel et seront beaucoup plus menacés d'être versés dans d'autres administrations ou structures administratives. Le volontariat risque d'être... obligatoire!

SALAIRE

SUD revendique :

- Un déroulement de carrière linéaire sans grades intermédiaires avec une grille indiciaire de 300 à 600 pour les C. : un grade unique.
- 150 euros par mois tout de suite sous forme de prime forfaitaire, soit 35 points d'indice en créant, s'il le faut une prime de technicité comme pour les DR, les DD, les A et les B.
- Le déplaçonnement des primes.
- Pour le côté travail, l'attribution intégrale de la mystérieuse prime de repositionnement aux agents de catégorie C (cette prime dont le montant global est exorbitant est attribué aux bons élèves de toutes catégories, à la discrétion des chefs de service de certaines régions, dans l'opacité la plus totale). Si cette prime était répartie de manière égalitaire aux agents de catégorie C cela représenterait 350 euros par agent environ !
- Abrogation de l'examen professionnel pour passer contrôleur.

EFFECTIF

La catégorie C est en voie d'extinction. Les C sont les plus touchés par la politique de suppression de postes dans la fonction publique.

Ils sont de moins en moins nombreux avec toujours autant de travail, et sont les premières victimes de la multiplication des petits chefs de tous poils, toujours plus exigeants pour qu'on leur rende les bons chiffres qui serviront leur promotion.

Effet de mode, on a transformé les secrétaires en « assistants », pour leur demander de plus en plus de technicité sans rien leur donner en contre partie.

SUD revendique :

- Le recrutement d'agents de catégorie C partout où c'est nécessaire, c'est-à-dire pratiquement dans tous les services.

PROMOTION

Pour les 10 000 agents de catégorie C, obtenir une promotion est un véritable parcours du combattant.

SUD revendique

- Les agents administratifs en échelle 2 et échelle 3 doivent être promus en échelle 4. Par un plan de transformation d'emplois. Cela permettra à des adjoints échelle 4 d'être promus en échelle 5 et des adjoints en échelle 5 d'être promus en adjoint administratif principale 1^{ère} classe. C'est mathématique:
- Le corps des secrétaires administratifs va être bientôt créé (140 postes au départ):
 - Il faut que 140 AAP 1^{ère} soient promus en SA,
 - que 140 AAP 2^{ème} soient promus en AAP 1^{ère},
 - que 140 adjoints soient promus en AA 2^{ème} classe,
 - que 140 agents administratifs soient promus en adjoint
 - et enfin que 140 agents administratifs 2^{ème} classe soient promus en 1^{ère} classe.
- La promotion en catégorie B d'au moins 5 % par an des agents de catégorie C : en 20 ans tous les C qui le souhaitent passeraient B.

Il faut savoir que depuis deux ans il n'y a eu aucune promotion dans les grades de C ni en agent administratif ni en adjoint. Notre administration n'a organisé aucune CAP ce qui est inimaginable ! Si cela se passait pour les agents de catégorie B et A car ce serait ...la révolution.

Annexe

Arrêté du 1^{er} octobre 2004 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves de l'examen professionnel d'accès au corps des contrôleurs du travail

Article 1

L'examen professionnel prévu par le 2^o de l'article 4 du décret du 18 avril 1997 susvisé est composé d'une épreuve écrite d'admissibilité et d'une épreuve orale d'admission.

Article 2

L'épreuve écrite d'admissibilité consiste en une étude de situation s'appuyant sur des documents relatifs à l'une des options suivantes :

- Option n°1: droit du travail : relations du travail ;
- Option n°2: droit du travail : emploi et formation professionnelle ;
- Option n°3: droit public.

Sur la base des documents fournis ainsi que de ses connaissances propres, le candidat devra répondre à une ou plusieurs questions en définissant des solutions appropriées au(x) problème(s) posé(s).

Il choisira lors de son inscription l'une des trois options ci-dessus (durée : trois heures ; coefficient 1)

Cette épreuve est destinée à apprécier les capacités de compréhension, d'analyse et de synthèse des candidats, leurs qualités d'expression et de réflexion, ainsi que les connaissances acquises dans le cadre de leurs fonctions.

Article 3

L'épreuve orale débute par un exposé du candidat sur son expérience professionnelle et les fonctions qu'il a exercées; cet exposé est suivi d'un entretien avec le jury dont l'objectif est d'apprécier la personnalité, les aptitudes, les motivations professionnelles du candidat, la capacité à se situer dans un environnement professionnel et à s'adapter aux fonctions qui peuvent être confiées aux fonctionnaires du corps.

Au cours de cet entretien, les questions posées par le jury portent sur l'expérience professionnelle du candidat (durée de l'épreuve : vingt minutes ; durée de l'exposé : dix minutes maximum ; durée de l'entretien : dix minutes minimum ; coefficient 1).